LOI

POUR LA CONSERVATION DE LA

SANTÉ PUBLIQUE

DANS LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

REGLES ET REGLEMENTS

DU

BUREAU CENTRAL DE SANTÉ

Pour l'administration de l'hygiène publique dans les municipalités environnantes, et pour la direction des Médecins Officiers de Santé.

Approuvés et sanctionnés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en vertu du chap. XXXVIII, des Statuts Refondus du Canada.

AN ACT

FOR THE PRESERVATION OF THE

PUBLIC HEALTH

IN THE

PROVINCE OF QUEBEC.

BY-LAWS, RULES AND REGULATIONS

OF THE

CENTRAL BOARD OF HEALTH

For the Health Government of Municipalities, and the Guidance of Medical Health Officers.

Approved and sanctioned by the Lieutenant-Governor in Council under the Authority of Chap. XXXVIII, of the Consolidated Statutes of Canada.

Le Bureau Central de Santé de la Province de Québec publie ce manuel pour mieux guider et aider ceux intéressés dans la conservation de la Santé Publique.

Les Maires de Municipalités, Corporations Municipales, Bureaux Locaux et Médecins Officiers de Santé y trouveront un guide compréhensif dans l'exécution de leurs devoirs et sont particuliérement requis d'adhérer strictement aux instructions y contenues.

CONTENU

1° Copie de l'Acte, Chap. 38 des Statuts Refondus du Canada.

2° Règles et règlements autorisés par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, 6 novembre, 1885, suivi de règlements supplémentaires du 10 Décembre suivant.

3° Instructions aux Médecins Officiers de Santé concernant la Vaccination, la Désinfection et l'Isolation.

Les Bureaux Locaux de Santé, et Médecins Officiers de Santé voudront bien accuser réception de ce pamphlet.

Les Médecins Officiers de Santé son requis de remplir les blancs des rapports ci-inclus et les faire parvenir au Secrétaire, chaque semaine, tant que durera l'épidémie.

The Central Board of Health for the Province of Quebec has published this manual for the bett - guidance and convenience of reference of all concerned in the protection of the Public Health.

Mayors of Municipalities and Municipal Corporations, Local Boards of Health and Medical Health Officers will find it a comprehensive guide for the performance of their duties and are desired to conform strictly to its instructions.

THE BOOK CONTAINS

1° Copy of the Act, chap. 38 of the Consolidated Statutes of Canada.

2° The By-laws, Rules and Regulations authorized by His Honor the Lieut. Governor in council, 6th November 1885, and the Supplementary Regulations of 10th December following.

3° Instructions to Medical Health Officers for Vaccination, Disinfection and Isolation.

Every Board of Health and every Medical Health Officer is desired to at once acknowledge the receipt of this book.

Medical Health Officers must fill in and forward to the Secretary of the Board the weekly tabular forms enclosed herewith, so long as the small-pox epidemic exists.

BUREAU CENTRAL DE SANTÉ

BUREAUX ; 30 RUE ST. JACQUES, MONTREAL.

Etabli par proclamation du 4 septembre 1885, sous l'autorité du chapitre XXXVIII des Statuts Refondus du Canada.

CAP XXXVIII.

Acte concernant la conservation de la santé publique.

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada décrète ce qui suit :

1. Toutes les fois que cette province, ou partie d'icelle, ou quelque lieu en icelle, paraîtra menacé d'une maladie formidable, épidémique, endémique ou contagieuse, le gouvernement pourra, au moyen d'une proclamation qu'il émettra au besoin, de l'avis et consentement du conseil exécutif, déclarer que cet acte est en force en cette province, ou en telle partie d'icelle, ou en tel lieu en icelle désigné dans telle proclamation, et dès lors, il sera en force en conséquence ; et le gouvernement pourra de la même manière, de temps à autre, à l'égard de tous et d'aucun des lieux ou places auxquels telle proclamation s'étend, révoquer ou renouveler toute telle proclamation ; et telle proclamation, (sujette néanmoins à être révoquée ou renouvelée comme susdit,) sera en force pendant six mois, ou pour telle époque moins longue désignée dans telle proclamation. 12 V. c. 8, s. 1.

2. Aussitôt après la publication de telle proclamation, et tant qu'elle sera en force, les première, seconde, trosième et sixième sections du cinquante-neuvième chapître des statuts refondus du Haut Canada, intitulé, *acte concernant la santé publique*, et la partie de la cinquième section

CENTRAL BOARD of HEALTH

OFFICE : 30 St. JAMES St., MONTREAL.

Established by proclamation of Sept. 4th 1885 under the authority of Chapter 38, Consolidated Statutes of Canada.

CAP. XXXVIII.

An Act respecting the preservation of the Public Health.

HER Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Council and Assembly of Canada, enacts as follows:

1. Whenever this Province, or any part thereof, or place therein, appears to be threatened with any formidable epidemic, endemic or contagious disease, the Governor may by Proclamation, to be by him from time to time issued by and with the advice and consent of the Executive Council, declare this Act to be in force in this Province, or in any part thereof, or place therein, mentioned in such Proclamation; and it shall thereupon be in force accordingly; and the Governor may in like manner from time to time, as to all or any of the parts of places to which any such Proclamation extends, revoke or renew any such Proclamation; and, subject to revocation and renewal as aforesaid, every such Proclamation shall have effect for six months, or for any shorter period in such Proclamation expressed. 12 V. c. 8, s. 1.

2. Upon the issuing of any such Proclamation, and whilst the same is in force, the first, second, third and sixth sections of the fifty-ninth chapter of the Consolidated Statutes for Upper Canada, intituled, *An Act respecting the Public Health,* and so much of the fifth section thereof as

d'icelui qui pourvoit au mode de poursuivre et punir toute personne accusée d'avoir, de propos délibéré, désobéi ou résisté aux ordres légitimes de tous officiers de santé nommés sous l'autorité du dit acte, ou d'avoir volontairement opposé ou entravé tels officiers de santé dans l'exécution de leurs devoirs, seront suspendues, à l'égard de tout lieu désigné dans telle proclamation, ou situé dans aucune partie de cette province, comprise en icelle; mais quiconque est accusé d'avoir, de propos délibéré, désobéi ou résisté à tels ordres, ou d'avoir opposé ou entravé tel officier avant la publication de telle proclamation, pourra néanmoins être poursuivi et jugé comme si telle proclamation n'eût pas été publiée. 12. V. c. 8, s. 2.

3. Après la publication de toute telle proclamation, et tant qu'elle sera en force, le gouvernement de cette province, pourra, de temps à autre, nommer par commission sous son seing et sceau, cinq ou un plus grand nombre de personnes qui constitueront " le bureau central de santé," et aussi le nombre d'officiers et serviteurs qu'il jugera nécessaires pour assister ce bureau; et les pouvoirs et devoirs du dit bureau, pourront être exercés et remplis par trois membres d'icelui; et s'il survient quelque vacance dans le dit bureau, les membres ou membres qui continuent d'en former partie, agiront comme s'il n'était survenu aucune vacance;

a. En toute telle commission cessera d'exister par le seul fait de la révocation de la proclamation en vertu de laquelle elle est constituée, dans tous les lieux désignés dans la dite proclamation, ou par l'expiration de six mois, à compter de la date de la dite proclamation, ou d'une période moins longue, s'il est dit dans telle proclamation qu'elle ne doit être en force que pour ce temps, à moins que cette proclamation ne soit renouvelée pour tous ou quelques-uns des dits lieux et places. 12 V. c. 8. s. 3.

4 Tant que telle proclamation sera en force, le maire ou autre chef de la corporation municipale, commissaire inspecteur, ou autre principal officier municipal de toute ou chaque place désignée dans telle proclamation, ou comprise en icelle, pourra convoquer une assemblée spéciale du conseil ou autre corporation municipale, ou des commissaires de police de la place où il préside aux fins de nommer, et telle corporation municipale ou commissaires du police nommeront en conséquence pas moins de trois personnes résidant dans les limites de leurs jurisdictions respectives, (ou si c'est une cité, ville ou village, dans un rayon de sept milles,) qui seront " le bureau local de santé " pour telle place:

provides for the trial and punishment of any person accused of wilfully disobeying or resisting any lawful Order of any Health Officers acting under the said Act or of wilfully resisting or obstructing such Health Officers in the execution of their duties, — shall be suspended as to every place mentioned in such Proclamation, or being within any part of this Province included thereby; but any person accused of having wilfully disobeyed or resisted such order, or resisted or obstructed such Officer, before the issuing of the Proclamation, may nevertheless be tried and dealt with as if such Proclamation had not been issued. 12 V. c. 8, s. 2.

3. From time to time after the issuing of any such Proclamation, and whilst it is in force, the Governor may, by Commission under his Hand and Seal, appoint five or more persons, to be " The Central Board of Health, " and also, such Officers and Servants as he deems necessary to assist the Board ; and the powers and duties of the said Board may be exercised and executed by any three members thereof; and during any vacancy in the said Board, the continuing Members or Member may act as if no vacancy had occurred :

a. And every such Commission shall *ipso facto* be determined by the revocation of the Proclamation under which it issued, as to all the places included in such Proclamation, or by the expiration of six months from the date of such Proclamation, or of any shorter period expressed in such Proclamation, as that during which it is to be in force; unless such Proclamation be renewed as to all or some of such parts and places. 12 V. c. 8, s. 3.

4. From time to time, while any such Proclamation is in force, the Mayor or other Head of the Municipal Corporation, Inspecting Commissioners or other Chief Municipal Officers, of any and every place mentioned in such Proclamation, or included thereby, may call a special meeting of the Council or other Municipal Corporation or of the Police Commissioners of such place, over which he presides for the purpose of nominating, and such Municipal Corporation or Police Commissioners shall nominate accordingly not less than three persons, resident within the limits of their respective jurisdictions, (or in the case of a City, Town or Village, within seven miles thereof,) to be " The Local Board of Health " for such place :

a. Et le maire, ou autre chef de telle corporation municipale, commissaire-inspecteur, ou autre principal officier municipal, convoquera une assemblée spéciale dans les deux jours, à compter du jour de la réception d'une réquisition écrite à cet effet, signée par dix ou un plus grand nombre de chefs de famille du lieu dans la juridiction du bureau qu'il préside, sous peine d'être personnellement passible de la pénalité ci-après mentionnée ; et si en aucun temps où telle proclamation est en force, il est certifié au gouverneur par dix ou par un plus grand nombre de chefs de famille d'une place dans la dite proclamation, que le maire, ou autre chef de la telle corporation municipale, ou le commissaire-inspecteur, au autre principal officier municipal de telle place, a négligé de se conformer à telle réquisition dans le délai susdit, le gouverneur en conseil pourra nommer de suite, pas moins de trois personnes résidant dans les limites de telle place, (ou si c'est une cité, ville ou village, dans un rayon de sept milles d'icelui,) qui seront "le bureau local de santé" pour telle place ;

b. Toute nomination ou création d'un bureau local de santé, en vertu de cette acte, cessera *ipso facto* par la révocation, quand à la place dans les limites de laquelle tel bureau local a autorité d'agir, ou quand à toute partie de cette province dans laquelle elle est comprise, ou quant à toute la province, de la proclamation en vertu de laquelle tel bureau local a été nommé ou établi, ou par l'expiration de six mois, à compter de la date de la proclamation ou de toute autre époque plus rapprochée, désignée dans telle proclamation comme étant le temps pendant lequel elle doit être en force, à moins que la proclamation ne soit renouvellée quant à telle place, ou à toute autre partie de cette province dans laquelle elle est comprise, ou quant à toute la province. 12 V. c. 8, s. 4.

5. Le bureau central de santé, ou trois ou un plus grand nombre de ses membres, pourront à volonté établir tels règlements qu'ils croiront propres à prévenir autant que possible, ou à mitiger les maladies épidémiques endémiques ou contagieuses ; et à révoquer, renouveler et changer ces règlements, ou leur substituer tous autres règlements que le bureau ou trois de ses membres jugeront convenables :

a. Et le dit bureau pourra ordonner par tels règlements, que les rues soient fréquemment et convenablement nettoyées par les inspecteurs ou surintendants des grands chemins et autres, chargés du soin et de l'entre-

a. And such Mayor, or other Head of such Municipal Corporation, Inspecting Commissioners, or other Chief Municipal Officer, shall call such special meeting within two days from the receipt of a written requisition to that effect, signed by ten or more inhabitant-householders of the place under the jurisdiction of the body over which he presides, on pain of being personally liable to the penalty hereinafter mentioned; and if, at any time while any such Proclamation is in force, it is certified to the Governor by any ten or more inhabitant-householders of any place included in such Proclamation, that the Mayor or other Head of such Municipal Corporation, or Inspecting Trustee or other Chief Municipal Officer of such place, has failed to comply with such requisition, within such time as aforesaid, the Governor in Council may forthwith appoint nor less than three persons resident within the limits of such place, (or in the case of a City, Town or Village, within seven miles thereof) to be the Local Board of Health for such place;

b. Every nomination or appointment of a Local Board of Health, under this Act, shall *ipso facto* be determined by the revocation, as to the place within the limits of which such Local Board is authorised to act, or, as to any place in which it is included, or, as to the whole Province, of the Proclamation under which such Local Board was appointed, or, by the expiration of six months from the date of such Proclamation, or of any shorter period expressed in such place, or any place in which it is included, or as to the whole Province. 12 V. c. 8, s. 4.

5. The Central Board of Health, or any three or more Members thereof, may from time to time issue such regulations as they think fit, for the prevention, as far as possible, or the mitigation of such epidemic, endemic or contagious diseases, and may revoke, renew or alter any such regulations, or substitute such new regulations, as to them, or, any three of them, appear expedient:

a. The said Board may by such regulations provide for the frequent and effectual cleansing of streets, by the Surveyors or Overseers of highways and others intrusted with the care and management thereof, or by the owners

tien d'iceux, ou par les propriétaires ou occupants de maisons et tènements voisins; et que les maisons, habitations, églises, bâtisses et lieux de réunion soient nettoyés, purifiés, ventilés, et désinfectés par les propriétaires et occupants, et par les personnes qui en ont le soin et la surveillance ; que l'on fasse disparaître toutes nuisances; que l'on enterre les morts sans retard; et généralement que l'on fasse tout ce qui peut prévenir ou mitiger telles maladies épidémiques, endémiques ou contagieuses, en la manière que le dit bureau central le jugera convenable;

b. Et le dit bureau central pourra, par tels règlements autoriser et requérir les bureaux locaux de santé de surveiller et ordonner la mise à exécution de tous tels règlements; et (s'il paraît qu'il y a défaut ou délai dans l'accomplissement d'iceux par la faute ou la négligence de tels inspecteurs ou autres employés comme susdit, ou à raison de la pauvreté des occupants ou autrement d'exécuter, ou aider à la mise à exécution d'iceux dans leurs limites respectives, pourvoir à la distribution des médecines, porter aux personnes attaquées ou menacées de telles maladies épidémiques, endémiques ou contagieuses, les secours de l'art qu'elles requièrent, et faire tous actes, manières et choses nécessaires pour surveiller ou aider l'exécution de tels règlements, ou pour les exécuter suivant l'exigence du cas;

c. Le dit Bureau Central de Santé pourra aussi, au moyens de tels règlements, autoriser et requérir les Bureaux Locaux de Santé. toutes les fois que l'on découvre qu'il existe des maladies malignes et mortelles dans une maison ou autre bâtiment employé temporairement comme lieu d'habitation, ou qui est dans un état abandonné ou malpropre, en observant toutefois une sage discrétion, et aux frais et dépens de tels Bureaux Locaux de Santé, d'obliger les habitants de telle maison ou autre bâtiment d'en sortir, et de les placer dans des appentis ou tentes, ou autres abris convenables, dans une localité plus salubre, jusqu'à ce qu'il puisse être pris des mesures par et sous la direction des Bureaux Locaux de Santé, pour que la dite maison ou autre bâtiment soit immédiatement nettoyé, ventilé, purifié et désinfecté;

d. Et les instructions et règlements qui seront publiés comme susdit, s'étendront à tous les lieux ou places dans lesquels cet acte sera, pour le temps d'alors, en force en vertu de toute telle proclamation comme susdit, à moins que ces instructions et règlements ne soient expressément

or occupiers of houses and tenements adjoining thereto; and for the cleansing, purifying, ventilating and desinfecting of houses, dwellings, churches, buildings and places of assembly by the owners and occupiers, and persons having the care and ordering thereof; for the removal of nuisances, for the speedy interment of the dead, and generally for preventing or mitigating such epidemic, endemic or contagious diseases, in such manner as to the said Central Board seems expedient;

b. The said Central Board may by any such regulations, authorize and require the Local Boards of Health to superintend and see to the execution of any such regulations, and [where it appear, that there may be default or delay in the execution thereof, by want or neglect of such Surveyors or others intrusted as aforesaid, or by reason of poverty of occupiers, or otherwise,] to execute or aid in executing the same within their respective limits, and to provide for the dispensing of medicines, and for affording to persons afflicted by, or threatened with such epidemic, endemic, or contagious diseases, such medicalaid as may be required, and to do and provide all such acts, matters and things as are necessary for superintending or aiding in the execution of such regulations, or for executing the same as the case may require.

c. The said Central Board of Health may also by any such regulations, authorize and require the Local Board of Health, in all cases in which diseases of a malignant and fatal character are discovered to exist in any dwelling-house or out-house, temporarily occupied as a dwelling, situated in an unhealthy or crowded locality, or being in a neglected or filthy state, in the exercise of a sound discretion, and at the proper costs and charges of such Local Boards of Health, to compel the inhabitants of any such dwelling-house or out-house, to remove therefrom, and to place them in sheds or tents, or other good shelter, in some more salubrious situation, until measures can be taken, by and under the directions of the Local Boards of Health, for the immediate cleansing, ventilation, purification and desinfection of the said dwelling-house or out-house.

d. And the directions and regulations to be issued as aforesaid, shall extend to all parts or places, in which this Act shall, for the time being, be in force under any such Proclamation as aforesaid, unless such regulations be expressly confined to some of such parts or places, and

limités à quelques uns de ces lieux ou places spécifiés dans telles instructions ou règlements : et (sujets au droit de révocation ou modification contenus dans les présentes,) ils continueront en vigueur aussi longtemps que cet acte sera en force en vertu de telle proclamation, dans les lieux ou places auxquels s'étendent ces règlements. 12 V. c. 8, s. 5.

6. Les membres des dits Bureaux Locaux de Santé s'appelleront Officiers de Santé, et deux ou un plus grand nombre d'entr'eux, agissant en exécution de tels règlements comme susdit, à des heures raisonnables, et pendant le jour, pourront entrer dans et inspecter toute maison et ses dépendances, s'il y a lieu de croire qu'il est mort quelque personne récemment de telle maladie épidémique, endémique ou contagieuse dans telle maison ou dépendances, ou qu'il y a quelques immondices ou autres matières nuisibles à la santé en icelle, ou sur les dites dépendances, ou qu'il soit autrement nécessaire d'accomplir, à l'égard de telle maison ou dépendances, tous ou chacun des dits règlements ;

a. Et si le propriétaire ou occupant de telle maison ou dépendance, néglige ou refuse d'obéir aux ordres transmis par les Officiers de Santé en conformité des dits règlements, tels Officiers de Santé pourront requérir l'assistance de tous constables et officiers de paix, et de telles autres personnes qu'ils jugeront nécessaire, entrer dans la maison et les dépendances, et mettre à effet, ou faire mettre à effet en icelle et sur icelles, tels règlements, ou enlever et détruire tout ce qu'il est nécessaire d'enlever et détruire en vertu de tels règlements, pour la conservation de la santé publique. 12 V. c. 8, s. 6.

7. Les dépenses encourues par le dit Bureau Central de Santé seront défrayées à même les deniers affectés par le parlement provincial pour cet objet : et les dépenses encourues par les dits Bureaux Locaux de Santé, dans l'exécution ou pour surveiller l'exécution des règlements du Bureau Central, seront défrayées et acquittées de la même manière, et par les mêmes moyens que les dépenses encourues par les corporations, conseils municipaux ou autre corps municipaux des differentes places pour lesquelles tels Bureaux Locaux de Santé ont alors été nommés, ou dans laquelle ils ont jurisdiction, sont défrayées et acquittées conformément à la loi. 12 V. c. 8, s. 7,

then to such parts or places as in such directions and regulations shall be specified, and [subject to the power of revocation and alteration herein contained,] shall continue in force so long as this Act shall be in force under such Proclamation, in the parts or places to which such regulations extend. 12 V. c. 8, s. 5.

6. The members of the said Local Boards of Health shall be alled Health Officers, and any two or more of them acting in the execution of any such regulations as aforesaid at reasonable times in the day-time, may enter and inspect any dwelling or premises, if there be ground for believing that any person has recently died of any such epidemic, endemic or contagious disease in such dwelling or premises, or, that there is any fifth or other matter dangerous to health therein or thereupon, or that necessity otherwise exists for the executing in relation to such dwelling or premises, all or any of such regulation as aforesaid.

a. And in case the owner or occupier of any such dwelling or premises neglects or refuses to obey the orders given by such Health Officers, in persuance of such regulations, such Health Officers may call to their assistance all Constables and Peace Officers, and such other persons as they think fit, and may enter into such dwelling or premises, and execute or cause to be executed therein such regulations, and remove therefrom and destroy whatsoever in pursuance of such regulations it is necessary to remove and destroy for the preservation of the public health. 12 V. c. 8, s. 6.

7. The expenses incurred by the said Central Board of Health shall be defrayed out of any moneys appropriated by the Provincial Parliament for that purpose ; and the expenses incurred by the said Local Boards of Health in the execution or in superintending the execution of the regulations of the Central Board shall be defrayed and provided for in the same manner and by the same means as expenses, incurred by the Municipal Corporation, Councils, or other Municipal Bodies of or having jurisdiction over the respective places for which such Local Boards of Health where appointed then, are by law required to be defrayed and provided for. 12 V. c. 8, s. 7.

8. Nulle instruction ou règlement du dit Bureau Central de Santé n'aura de force ni d'effet, s'il n'a été sanctionné par le gouvernement en conseil, et ensuite publié dans la *Gazette du Canada*; et toute proclamation du gouverneur en conseil, émise en vertu de cet acte, sera aussi publié dans la *Gazette du Canada*; et la publication de toute telle proclamation ou règlement ainsi publiée, et de la sanction donnée à telle règlement comme susdit, et de leur différentes dates, à toutes fins et intentions quelconques; et toute telle proclamation et règlement, aussitôt après leur publication, seront mis devant les deux chambres du parlement provincial, s'il est alors, en session; et si non, alors, dans les quatorze premier jours de la session suivante du parlement. 12 V. c. 8, s. 8.

9. Du moment de la publication de tous tels règlements, comme susdit, et tant qu'ils seront en force, tous les statuts faits par le conseil de ville, corporation ou autre corps municipal de toute place à laquelle les dits règlements ou aucun d'eux se rapportent, tendent à préserver les habitants du dit lieu de maladies contagieuses, ou relatif à toutes les autres fins pour lesquelles cet acte requiert la publication des dits règlement, se trouveront et seront suspendus;

a. Et à dater de l'établissement, et pendant l'existence d'un Bureau Local de Santé, sous l'autorité de cet acte dans toute telle place, tout Bureau ou Officier de Santé, ou autre officier de ce genre, ou comité nommé en vertu de tel statut, sera et demeurera dépouillé et déchargé de tous et chacun les pouvoirs, autorité et devoirs à lui imposés ou conférés par le statut; mais dans l'intervalle entre la publication de ces règlements et l'établissement de tel Bureau Local de Santé, il exercera et remplira tels pouvoirs, autorité et devoirs, et agira, en toutes choses comme s'il était un Bureau de Santé Local constitué en vertu de cet acte. 12 V. c. 8, s. 9.

10 Quiconque entrave volontairement une personne agissant sous l'autorité, ou employé en exécution de cet acte, ou enfreint volontairement aucun des règlements publiés par le Bureau Central de Santé, en vertu de cet acte, ou néglige ou refuse de se conformer aux dits règlements, ou aux réquisitions de cet acte, en quelque chose que ce soit, sera passible pour chaque offense d'une pénalité n'excédant pas vingt piastres, recouvrable par toute personne devant deux juges de paix, et prélevée par la

8. No direction or regulation of the said Central Board of Health shall have any force or effect until it has been confirmed by the Governor in Council, and has thereafter been published in the *Canada Gazette*; and every Proclamation of the Governor in Council, under this Act, shall be published in the *Canada Gazette*; And such publication of any such Proclamation or regulation shall be conclusive evidence of the Proclamation or regulation so published, and of the confirmation of such regulation as aforesaid, and of the dates thereof respectively, to all intents and purposes; And every such Proclamation and regulation shall forthwith upon the issuing thereof be laid before both Houses of the Provincial Parliament, if it be then sitting, and if not, then within the fourteen days next after the commencement of the then next Session of Parliament. 12 V. c. 8, s. 8.

9. Upon the publication of any such regulations as aforsaid, and whilst they continue in force, all bylaws made by the Town Council, Municipal Corporation, or other like body of any place to which such regulations or any of them relate, made for preserving the inhabitants thereof from contagious diseases, or for any other of the purposes for which such regulations are by this Act required to be issued, shall become and be suspended:

a. And upon the appointment, and during the existence of a Local Board of Health, under this Act for any such place, any Board of Health or Health Officer, or other like Officer, or any Committee appointed under any such by-law, shall be and remain deprived and relieved of all powers, authorities and duties conferred and imposed upon him or them by any such by-law; but in any interval between the issuing of such regulations and the appointment of such Local Board of Health, he, or they, shall exercise and perform such powers, authorities and duties, in conformity with such regulations, and shall act in every respect as if he, or they, were a Local Board of Health appointed under this Act. 12 V. c. 8, s. 9.

10. Whosover wilfully obstructs any person acting under th authority or employed in the execution of this Act, or wilfully violates any regulation issued by the Central Board of Health under this Act, or neglects or refuses to comply with such regulation, or with the requirements of this Act in any matter whatsoever, shall be liable for every such offence, to a penalty not exceeding twenty dollars, to be recovered by any person before any two Justices of the Peace; and to be levied by distress and

saisie et vente des biens et effets du contrevenant; et les frais de telle saisie et vente le seront par Warrant sous les seings et sceaux des juges de paix, devant qui la dite pénalité et les frais sont recouvrés, ou de deux juges de paix quelconque; et s'il appert à la satisfaction des dits juges de paix. avant ou après l'émission de tel warrant, soit par le confession du contrevenant ou autrement qu'il ne possède pas dans leur juridiction des meubles et effets suffisants pour couvrir la somme due ils pourront l'incarcérer dans une prison ou maison de correction quelconque pour un temps n'excédant pas quatorze jours, à moins que la somme ne soit payée plus tôt, et, ce de la même manière que s'il avait été émis un warrant de saisie, et que s'il avait fait un retour de *nulla bona* sur icelui. 12 V. c. 8, s. 10—*partie*.

11. Toutes pénalités quelconques recouvrés sous l'autorité de cet acte, seront payées au trésorier, et versées parmi les cotisations du fond du lieu dans lequel ces pénalités on été encourues; et toute offense commise en contravention à cet acte, tant qu'il sera en force en cette province, ou en aucune partie d'icelle, seront poursuivies, et les parties contrevenantes, condamnées et punies pour icelles, tel que pourvu par les présentes, tant après que pendant le temps que cet acte sera déclaré être en force dans ou par toute telle proclamation ou proclamation comme susdit. 12 V. c. 8, s. 11.

12. Nul ordre, ou autre procédure, manière ou chose fait ou transigé en exécution de cet acte, ou y relatif ne sera annulé, rejeté ou mis à néant pour défaut de forme ni ne sera évoqué ou évocable par *certiorari* ou par tout autre writ ou procédure quelconque, à aucune des cours supérieures en cette province. 12 V. c. 8, s. 11.

13. Dans cet acte, les mots et expressions suivantes auront les significations qui leur sont ci-après attribuées, à moins que ces significations ne s'accordent pas avec le centexte, c'est-à-dire: les mots "deux juges de paix" signifient deux juges de paix ou plus assemblés et agissant de concert pour la place ou la manière ou aucune partie de la manière dont ils sont tenus de prendre connaissance, a originé; le mot "lieu" ou "place" signifie une cité, ville, bourg, village, township, paroisse, ou toute autre division territoriale reconnue ou désignée par la loi, comme une municiprlité séparée ou division municipale; le mot "rue" comprend tout grand chemin carré, ruelle, enclos, allée et passage, que ce soit un grand chemin ou non. 12 V. c. 8, s. 12.

sale of the goods and chattels of the offender, with the costs of such distress and sale, by Warrant under the hands and seals of the Justices before whom the same are recovered, or any other two Justices of the Peace; and if it appears to the satisfaction of such Justices before or after the issuing of such Warrant, either by the confession of the offender or otherwise that, he hath not goods and chattels within their jurisdiction sufficient to satisfy the amount, they may commit him to any Gaol or House of Correction for any time not exceed- ing fourteen days, unless the amount be sooner paid, in the same manner as if a Warrant of Distress had issued, and a return of *nulla bona* had been made thereon. 12 V. c. 8, s. 10—*part.*

11. All penalties whatever recovered under this Act shall be paid to the Treasurer, and applied in aid of the rates or funds, of the place in which such penalties have been incurred respectively; and all offences committed against this Act, while the same is in force in this Province or in any part thereof. shall be prosecuted, and the parties committing the same, convicted and punished therefor as herein provided, as well after as during the time that this Act shall be declared to be in force in or by any such Proclamation or Proclamation as aforesaid. 12 V. c. 8, s. 10.

12. No order nor any other proceeding, matter of thing done or transacted in, or relating to the excution of this Act shall be vacated, quashed or set aside for want of form, or be removed or removable by *Certiorari*, or other Writ or Process whatsoever, into any of the Superior Courts in this Province. 12 V. c. 8, s. 11.

13. In this Act, the following words and expression, shall have the meanings hereinafter assigned to them, unless such meanings be repugnant to, or inconsistent with the context, that is to say: the words "two Justices," shall mean two or more Justices of the Peace acting for the place where the matter or any part of matter requiring the cognizance of such two Justices arises, assembled or acting together; the word "Place" shall mean a City, Town, Borough, Village, Township, Parish or any other territorial division recognized or designated by law as a separate Municipality or Municipal Division; the word "Street," shall include every Highway, Road, Square, Row, Lane, Mews, Court, Alley and Passage, whether a thorough-fare or not. 12 V. c. 8, s. 12.

PROCLAMATION

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC.
[L. S.]

L. R. MASSON.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner — SALUT.

L. O. TAILLON,
Proc.-Gén.

ATTENDU que par le chapitre trente-huit des Statuts Refondus du Canada, il est entre autres choses décrété que " toutes les fois que cette province, " ou partie d'icelle, ou quelque lieu en icelle, paraîtra menacé d'une " maladie formidable, épidémique, endémique ou contagieuse, le " gouverneur pourra, au moyen d'une proclamation qu'il émettra au " besoin, de l'avis et consentement du Conseil Exécutif, déclarer que " cet acte est en force en cette province, ou en telle partie d'icelle, ou " en tel lieu en icelle désigné dans telle proclamation, et dès lors, il " sera en force en conséquence ; et telle proclamation, (sujette " néanmoins à être révoquée ou renouvelée comme susdit,) sera en " force pendant six mois, ou pour telle époque moins longue désignée " dans telle proclamation ; "

ET ATTENDU qu'une maladie contagieuse des plus graves (la variole,) sévit actuellement dans la cité de Montréal et dans les municipalités environnantes, et menace de se propager dans les autres parties de Notre Province de Québec ;

ET ATTENDU qu'il devient nécessaire de prendre des mesures énergiques pour arrêter ce fléau, et qu'il convient de mettre en vigueur les dispositions du dit chapitre trente-huit des Statuts Refondus du Canada, concernant la conservation de la santé publique.

A CES CAUSES, par et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre Province de Québec, Nous avons déclaré et par les présentes déclarons que le susdit chapitre trente--huit des Statuts Refondus du Canada, " Acte concernant la conservation de la santé publique, " est en force dans Notre Province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATRIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-cinq, et de Notre Règne la quarante-neuvième.

Par ordre,

J. BLANCHET, Secrétaire.

PROCLAMATION

CANADA,
PROVINCE OF QUEBEC. } **L. R. MASSON.**
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may concern — GREETING :

L. O. TAILLON, *Atty. Genl.* } WHEREAS, by chapter thirty eight of the Consolidated Statutes of Canada, it is " amongst other things enacted that " whenever this Province, or any " part thereof, or place therein, appears to be threatened with any " formidable epidemic, endemic or contagious disease, the Governor " may by Proclamation, to be by Him from time to time issued, by " and with the advice and consent of the Executive Council, declare " this Act to be in force in this Province, or in any part thereof, or " place therein, mentioned in such Proclamation ; and it shall " thereupon be in force accordingly ; and such Proclamation, (subject " however to revocation or renewal as aforesaid), shall have effect for " six months, or for any shorter period in such Proclamation express- " ed ; "

AND WHEREAS a most contagious disease (the small-pox), now exists in the City of Montreal and in the neighbouring municipalities, which threatens to spread to the other part of Our Province of Quebec ;

AND WHEREAS it had become necessary to adopt energetic measures in order to stop the scourge and that it is expedient to put into force the provisions of the said chapter thirty eight of the Consolidated Statutes of Canada, respecting the preservation of the public health.

NOW KNOW YE, by and with the advice and consent of the Executive Council of Our Province of Quebec, We have declared, and do hereby declare, that the aforesaid chapter thirty eight of the Consolidated Statutes of Canada, " An Act respecting the preservation of the public health," to be in force in Our Province of Quebec.

Of all which our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, member of Our Privy Council for Canada.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in our said province of Quebec, this FOURTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty five, and in the forty ninth year of Our Reign.

By command,

J. BLANCHET, Seeretary.

PROVINCE DE QUEBEC

L'Honorable Louis François Rodrigue Masson, membre du Conseil Privé de Sa Majesté, pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A W. H. Hingston, médecin, R. L. MacDonnell, médecin, F. W. Campbell, médecin, E. P. Lachapelle médecin, et John W. Mount, médecin, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec; H. Beaugrand, maire de la cité de Montréal; H. R. Gray de la dite cité; William Marsden et Ch. E. Lemieux, tous deux médecins de la cité de Québec, dans la Province de Québec.

SALUT!

SACHEZ que reposant Notre confiance en votre loyauté, intégrité et capacité, Moi, Louis François Rodrigue Masson, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, je vous ai constitués et nommés et je vous constitue et nomme par les présentes, vous, les dits W. H. Hingston, R. L. MacDonnell, F. W. Campbell, E. P. Lachapelle, John W. Mount, H. Beaugrand, H. R. Gray, William Marsden et Charles E. Lemieux, " le Bureau Central de Santé, en vertu et en conformité du trente-huitième chapitre des Statuts Refondus du Canada, intitulé " Acte Concernant la conservation de la Santé Publique," qui a été par Proclamation en date du quatrième jour de septembre courant, mis en force dans la dite province, pour, par vous, les dits W. H. Hingston, R. L. MacDonnell, F. W. Campbell, E. P. Lachapelle, John W. Mount, H. Beaugrand, H. R. Gray, William Marsden et Charles E. Lemieux, tenir et exercer respectivement la charge de membre du " Bureau Central de Santé " comme susdit, durant plaisir, avec tous les pouvoirs, autorité et priviléges attachés à la dite charge, et en obéissance aux dispositions du susdit acte.

DONNÉ sous mon seing et le sceau de mes armes, à Québec, dans la dite Province de Québec, ce cinquième jour de Septembre, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-cinq et dans la quarante-neuvième du règne de Sa Majesté.

L. F. R. MASSON.

Par ordre,

P. J. JOLICŒUR,
Assistant-Secrétaire.

PROVINCE OF QUEBEC

The Honorable Louis François Rodrigue Masson, Member of the Privy Council of Her Majesty for Canada, Lieutenant-Governor of the province of Quebec.

To W. H. Hingston, physician, R. L. MacDonnell, physician, F. W. Campbell, physician, E. P. Lachapelle, physician, and John W. Mount, physician, of the city of Montreal, in the Province of Quebec; H. Beaugrand, Mayor of the city of Montreal; H. R. Gray, of the said city; William Marsden and Charles E. Lemieux, both physicians of the city of Quebec, in the Province of Quebec.

GREETING!

Know that reposing our confidence in your loyalty, intregrity and capacity, I, Louis François Rodrigue Masson, Lieutenant Governor of the Province of Quebec, have constituted and named, and I hereby constitute and name you, the said W. H. Hingston, R. L. MacDonnell, F. W. Campbell, E. P. Lachapelle, John W. Mount, H. Beaugrand, H. R. Gray, William Marsden et Charles E. Lemieux, "the Central Board of Health" in virtue of and in conformity with Chap. XXXVIII of the Consolidated Statutes of Canada intitled "Act concerning the preservation of the Public Health," which was by Proclamation dated the fourth day of September instant put in force in the said Province, for and by you the said W. H. Hingston, R. L. MrcDonnell, F. W. Campbell, E. P. Lachapelle, John W. Mount, H. Beaugrand, H. R. Gray, William Marsden et Charles E. Lemieux. to hold and to exercise respectively the office of member of the Central Board of Health as aforesaid, during pleasure, with all the powers, authority and privileges attached to the said office, and in obedience to the provision of the aforesaid act.

GIVEN under my hand and seal at Quebec, in the said Province of Quebec this fifth day of September, in the year of Our Lord, eighteen hundred and eighty five, and in the forty ninth year the reign of Her Majesty.

L. F. R. MASSON.

By order

P. J. JOLICŒUR,
Assistant-Secretary.

RÈGLES ET RÈGLEMENTS

DU

BUREAU CENTRAL DE SANTÉ

HOTEL DU GOUVERNEMENT

Quebec 6 Novembre 1185

PRÉSENT : — Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Il est ordonné par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, sous l'autorité de la section 8, du chap. 38 des Statuts Refondus du Canada, que les règlements suivants, adoptés à Montréal, par le Bureau Central de Santé pour la province de Québec, le 31 Octobre 1885, soient sanctionnés et publiés dans la *Gazette Officielle de Québec.*

Devoirs des conseils municipaux.

1. Tout conseil de cité, ville, et tout conseil municipal local, dans la Province de Québec devra, s'il ne l'a déjà fait, nommer sans délai, en conformité du chapitre 38 des Statuts Refondus du Canada, un Bureau Local de Santé pour la municipalité qu'il régit.

Devoirs des corporations municipales.

2. Toute corporation de cité, de ville et toute autre corporation municipale locale dans la Province de Québec, devra :

a. Etablir sans délai un hôpital ou maison convenable dans un endroit isolé, pour y recevoir les variolés de la municipalité.

b. Etablir sur la réquisition du Bureau Local de Santé un ou des logements convenables, pour y recevoir les malades soupçonnés d'être atteints de la variole, en attendant que la nature de la maladie ait été constatée, et d'autres pour recevoir les personnes qui seront tenues d'évacuer leurs demeures pendant la désinfection.

c. Fournir des voitures convenables au Bureau Local de Santé pour le transport des variolés et des corps de ceux morts de la variole.

d. Faire nettoyer sans délai, et faire tenir dans un état convenable de propreté toutes places publiques, rues, ruelles, propriétés publiques et privées, et tous bâtiments et dépendances situés dans la municipalité.

e. Faciliter autant qu'il est en son pouvoir, au Bureau Local de Santé et à ses officiers, l'exécution de leurs devoirs.

BY-LAWS

RULES AND REGULATIONS

OF THE

CENTRAL BOARD OF HEALTH

GOVERNMENT HOUSE

Quebec 6th November 1885

PRESENT : — His Honor the Lieutenant-Governor in Council.

It is ordered by His Honor the Lieutenant-Governor in Council, under the authority of Section 8th of Chapter 38th of the Consolidated Statutes of Canada, that the following by-laws passed at Montreal by the Central Board of Health for the province of Quebec, the 31st October, 1885, be sanctioned and published in the *Quebec Official Gazette.*

Duty of Municipal Councils.

1. Every city or town council, and every local municipal council within the province of Quebec shall appoint immediately, if none has yet been appointed, a Local Board of Health for its municipality, in conformity with the provisions of chapter 38, of the Consolidated Statutes of Canada.

Duties of Municipal Corporations.

2. Every city, town or other local municipal corporation within the province of Quebec, shall :

a. — Establish and provide without delay an hospital or a suitable house, in an isolated place to receive therein patients affected with small-pox in the municipality.

b. — Establish and provide, upon being required thereto by the Local Board of Health, in the municipality, suitable houses to receive patients suspected of suffering with small-pox until the nature of the disease has been ascertained, and other suitable houses to receive persons compelled to vacate their lodgings, pending the disinfection of the same.

c. — Supply the Local Board of Health with suitable vehicles for the transportation of small-pox patients, and of the bodies of those who have died of small-pox.

d. — To cause all public places, streets, lanes, public and private property, and all buildings and appurtenances situate within the municipality to be cleansed, and kept in a suitable state of cleanliness.

e. — To aid as much as in their power lies the Local Board of Health, and the officers thereof, in the execution of their duties.

Devoirs et pouvoirs des Bureaux Locaux de Santé.

3. Tout Bureau Local de Santé devra :

a. Se conformer aux instructions du Bureau Central de Santé.

b. Exécuter et faire exécuter avec soin et diligence les règlements du Bureau Central de Santé.

c. Faire et remplir aucune des obligations imposées aux corporations municipales par l'article 2, sections *a b c d* des présents règlements, sur refus ou négligence par telle corporation municipale de la remplir.

d. Faire afficher sur les églises, les marchés publics et l'hôtel de ville, les règlements du Bureau Central de Santé à un ou plusieurs endroits apparents où la lecture puisse s'en faire facilement.

e. Visiter ou faire visiter par son ou ses officiers, à des heures raisonnables et pendant le jour, tous bâtiments et propriétés publiques et privées situées dans la municipalité afin de s'assurer si tels bâtiments et propriétés sont tenus dans un état de propreté convenable et s'il ne s'y trouve aucun cas de variole, et dans le but d'exécuter et de faire exécuter les règlements du Bureau Central de Santé.

f. Faire isoler et faire tenir isolé à domicile, si dans l'opinion de son officier de santé la chose est praticable, tout malade atteint ou soupçonné d'être atteint de variole tant que durera la maladie et le danger de la contagion.

g. Faire placarder et faire tenir placardée en conformité des articles 17, 18 et 19 des présents règlements la façade de la maison ou du logement dans lequel se trouve un cas de variole et fournir de ces placards gratuitement à tous ceux qui en demanderont.

h. Faire enterrer en conformité des articles 28, 29, 30 et 31 des présents règlements toute personne morte de la variole.

i. Faire désinfecter tout bâtiment ou il y a eu de la variole, toute voiture dans laquelle on a transporté un variolé, et tous effets qui pourront lui avoir servi.

j. Se pourvoir de lymphe vaccinale pure dont la provenance aura été approuvée par le bureau central de santé, et offrir gratuitement la vaccination à tous ceux qui n'ont pas été vaccinés ainsi qu'à tous ceux qui doivent être ré-vaccinés.

k. Forcer toute personne à se faire vacciner en conformité des articles 7, 8, 9 et 10 des présents règlements.

l. Donner gratuitement des certificats de vaccination, chaque fois que requis, à toute personne y ayant droit.

m. Faire rapport au Bureau Central de Santé de tout cas de variole, aussitôt constaté.

Duties and a Powers of Local Boards of Health.

3. Every Local Board of Health shall :

a. — Conform to the instructions of the Central Board of Health.

b. — Execute, and cause to be executed, with care and diligence, the regulations of the Central Board of Health.

c. — Fulfil any of the obligations imposed upon municipal corporations by article 2, sections *a. b. c. d.*, of these regulations, upon refusal or negligence by the said municipal corporations of fulfilling the same.

d. — Cause to be posted on churches, public markets and the town-hall, the regulations of the Central Board of Health at one or more conspicuous places, where they can easily be read.

e. — Visit and cause to be visited by its officers, at reasonable times, during the day, all houses and buildings, and public and private property, situate within the municipality, in order to ascertain whether such houses, buildings and property are kept in a suitable state of cleanliness and whether any case of small-pox exists therein, and in order to execute and cause the regulations of the Central Board of Health to be executed.

f.— Cause to be isolated and to be kept isolated at the domicile, every patient suffering, or suspected of suffering from small-pox, if such isolation is practicable in the opinion of its officer, so long as the disease and the danger of contagion exist.

g. — Cause the front of the house or lodging in which a case of small-pox exists, to be placarded and kept placarded, according to articles 16, 17 and 18 of these regulations, and supply such placards gratuitously to persons asking for them.

h. — Cause the body of any person who has died of small-pox to be buried according to the provisions contained in the present regulations Nos. 28, 29, 30, 31, and 32.

i. — Cause to be disinfected every house or building where small-pox has existed, and every vehicle in which a small-pox patient has been conveyed, and all things and effects which may have been used by or for such patient.

j. — Provide pure vaccine lymph, the source of which shall have been approved by the Central Board of Health, and offer free vaccination to all who have not already been vaccinated, as well as to all who must be revaccinated.

k. — Compel every person to be vaccinated in conformity with articles 7, 8, 9, 10 and 11 of these regulations.

l. — Grant certificates of vaccination gratuitously, whenever required, to every person entitled thereto.

m. — Report to the Central Board of Health all cases of small-pox as soon as ascertained.

4. Tout Bureau Local de Santé pourra :

a. Faire transporter aux logements établis à cette fin, toute personne soupçonnée d'être atteinte de la variole, et à l'hôpital des variolés, toute personne qui en sera atteinte, si dans l'opinion des officiers de santé, l'isolement à domicile est impraticable, ou si les officiers de santé sont empêchés d'effectuer tel isolement, ou si les personnes chargées de la garde du variolé refusent ou négligent de suivre leurs instructions.

b. Ordonner la fermeture de tout magasin, bureau, cantine, atelier ou autre place d'affaires situé dans un bâtiment dans lequel se trouve un cas de variole, et ordonner qu'il reste fermé jusqu'à ce que le danger de la contagion soit passé et que le bâtiment ait été désinfecté.

c. Forcer les occupants à évacuer tout bâtiment afin de le faire désinfecter lorsqu'il y a eu un ou des cas de variole.

d. Empêcher, lorsque la variole sévit dans la municipalité, d'exercer dans tout ou partie d'icelle, toute industrie de nature à la propager.

5. Tous les pouvoirs conférés à un Bureau Local de Santé pourront être exercés et tous les devoirs qui lui sont imposés pourront être accomplis par aucun des officiers par lui autorisé à cet effet.

Devoirs des propriétaires de cimetières.

6. Les propriétaires ou administrateurs de tout cimetière d'une municipalité sont tenus d'y faire inhumer en pleine terre le corps de toute personne morte de la variole dans les limites de telle municipalité, et il leur est défendu de laisser placer dans aucun de leurs charniers le corps d'aucune personne morte de la variole.

Vaccination, revaccination, — certificats.

7. Toute personne non vaccinée devra se faire vacciner dans un délai de huit jours de la promulgation des présents règlements.

8. Toute personne qui n'a pas été vaccinée avec succès depuis cinq ans devra se faire vacciner dans le même délai de huit jours.

9. Toute personne ayant la garde d'un enfant à quelque titre que ce soit, devra le faire vacciner s'il ne l'a pas déjà été avec succès dans le même délai de huit jours.

10. Après tel délai expiré, toute personne mentionnée dans les articles 7, 8 et 9 des présents règlements devra fournir à tout officier qui le requerra, un certificat de telle vaccination ou ré-vaccination, mais le dit officier de santé aura le droit d'examiner toute telle personne afin de constater si elle a été vacciner.

11. Toute personne allant à ou venant d'une localité dans laquelle sévit la variole devra produire un certificat de vaccination et de plus, un certificat attestant qu'elle n'a pas été exposée à la contagion, dans les derniers quinze jours, à défaut de quoi l'officiers de santé lui refusera l'entrée ou la sortie (suivant le cas) de la municipalité régie par le Bureau Local dont il sera l'employé.

4. Every Local Board of Health may:

a. — Cause to be removed to the houses set apart for such purpose any person suspected of, or suffering from small-pox, and to the small-pox hospital any person suffering therefrom, if in the opinion of the Health officers, isolation at the domicile is not practicable, or if the Health officers are prevented from effecting such isolation, or if the persons having the patient refuse or neglect to follow their instructions.

b. — Order the closing of any shop, office, saloon, work-shop, or other place of business situate in a house in which a case of small-pox exists, and order the same to remain closed until the danger of contagion shall have passed, and the house has been disinfected.

c. — Compel the occupants to vacate any house or building where there is or has been a case of small-pox, in order that it be disinfected.

d. — Prevent, when small-pox exists in a municipality, from being carried on within whole or part of the same, any trade or business by which the disease may be spread.

5. All the powers conferred upon the Local Boards of Health by the Central Board of Health may be exercised, and the duties imposed by the same may be performed by any officer thereto authorized by the same.

Duties of proprietors of Cemeteries.

6. Proprietors and managers of all cemeteries for any municipality shall cause the body of any person who has died from small-pox, within the limits of such municipality, to be buried under ground, and they are forbidden to allow the body of any person whatever who has died from small-pox to be placed in their vault.

Vaccination and revaccination certificates.

7. Every person who has not been vaccinated shall be vaccinated within eight days from the promulgation of these regulations.

8. Every person who has not been vaccinated successfully within five years, shall be vaccinated within a delay of eight days from the promulgation of these regulations.

9. Every person having the care of a child in any capacity whatever, shall cause it to be vaccinated, if he has not already been successfully vaccinated, within the same delay of eight days.

10. After the expiration of such delay, every person mentioned in articles 7. 8 and 9 of these regulations shall exhibit, to any Health Officer requesting it, a certificate of such vaccination or revaccination, but the said Health Officer shall have the right to examine every person to ascertain that the same has taken place.

11. Any person going to or coming from a locality where small-pox exists must produce a certificate of vaccination, and also a certificate attesting that he has not been exposed to the contagion within the last fifteen days preceding; failing either of which it will be the right of the officer of the municipality to forbid such person to enter or depart as the case may be.

L'entretien des logements.

12. Tout propriétaire habitant un logement, tout locataire et tout occupant d'un logement est tenu de le maintenir, avec ses dépendances dans un état de propreté convenable, à la satisfaction des officiers du Bureau Local de Santé.

13. Nul ne pourra s'opposer à aucune visite par les Officiers de Santé faites en vertu des règlements du Bureau Central de Santé, à des heures raisonnables et pendant le jour.

Obligation de déclarer les cas de variole.

14. Le chef de la famille dans laquelle un cas de variole se sera déclaré, sera tenu d'en donner avis au Bureau Local de Santé, aussitôt qu'il en aura eu connaissance.

15. Tout médecin devra donner avis au Bureau Local de Santé de tout cas de variole auprès duquel il aura été appelé comme médecin.

Placards.

16. Le placard qui devra être affiché comme susdit sera imprimé en lettres d'au moins quatre pouces de hauteur, le placard lui-même ayant au moins deux pieds de largeur sur un pied et demi de hauteur.

17. Tout chef de famille occupant le logement sera responsable du placard, en ce sens qu'il devra le remplacer chaque fois qu'il sera détruit ou endommagé.

18. Tout placard devra rester affiché jusqu'au temps de la désinfection du logement, à la satisfaction du Bureau Local de Santé.

Isolement — Ecoles.

19. Toute personne chargée du soin d'un variolé devra le tenir isolé en conformité des instructions qu'elle recevra de l'officier de Santé.

20. Nulle personne affectée de variole ne fréquentera les églises, les écoles, les rues, les théâtres, les chapelles ou autres lieux publics, ni ne montera dans les omnibus ou autres voitures publiques, et toute personne ayant la garde d'un variolé qui fréquentera les endroits ci-dessus mentionnés avec lui, sera passible des pénalités imposées par la loi pour contravention aux présents règlements.

21. Toute personne habitant une maison où il y aura de la variole, devra s'abstenir de prendre part à tout rassemblement ou réunion publique ou privée, et ne pourra exercer aucune profession, industrie ou négoce qui le mettra en contact avec les personnes du dehors.

22. Les parents et gardiens doivent empêcher leurs enfants ou pupilles d'aller aux écoles, et dans tous autres lieux de rassemblement lorsque la variole sévit dans la maison qu'habitent ces élèves, jusqu'après les quinze jours qui suivront la désinfection de la maison.

Keeping lodgings clean.

12. Every proprietor who occupies a house, every tenant and every occupant of a house, is bound to maintain the same, and the appurtenances thereof in a suitable state of cleanliness, to the satisfaction of the Local Board of Health.

13. No person shall oppose any visit made at reasonable times, during the day, by the Health Officers, under the regulations of the Central Board of Health.

Obligation to report small-pox cases.

14. The head of a family in which a case of small-pox has broken out shall be bound to give notice thereof to the Local Board of Health as soon as it may come to his or her knowledge.

15. Every physician must give notice to the Local Board of Health of any case of small pox to which he has been called professionally.

Placards.

16. The placards which must be posted, shall be printed in letters not less than four inches in length, the placard itself being at least two feet long and one foot six inches wide.

17. Every head of a family occupying the house shall be responsible for the placard inasmuch as he must replace the same every time it is destroyed or defaced.

18 Every placard must remain posted until after the disinfection of the house to the satisfaction of the Local Board of Health.

Isolation — Schools.

19. Every person having the care of a small-pox patient, must keep him isolated according to the instructions received from the Health Officer.

20. No person suffering from small-pox shall expose himself in any street, church, school, chapel, theater or other public place, or in any omnibus or any other public conveyance, and any person in charge of any one so suffering from small-pox who exposes the sufferer in any place above mentioned shall be liable to the penalties imposed by law upon any person contravening the present regulations.

21. No person residing in a house wherein small-pox exists shall take part in any public or private gathering, nor shall exercise any profession or trade which shall place him in contact with others.

22. Parents and guardians must prevent their children or pupils from attending schools or other gathering places when small-pox exists in the house where such pupils reside, until after fifteen days following the disinfection of the house.

23. Les directeurs et professeurs des maisons d'éducation devront exiger, de temps à autre, des parents et gardiens des élèves fréquentant leurs maisons, un certificat contresigné par un médecin, attestant que la variole n'existe pas dans la maison où demeurent ces élèves, et ce certificat devra être conservé pour l'inspection de l'Officier de Santé.

24. Les directeurs et professeurs de toute maison d'éducation refuseront l'entrée à tout élève qui demeurera dans une maison où il y aura un cas de variole, jusqu'après les quinze jours qui suivront la désinfection de cette maison.

25. Les directeurs et professeurs de toute maison d'éducation refuseront l'entrée à tout élève qui aura visité une maison ou existe un cas de variole ou qui aura assisté aux funérailles d'une personne morte de la variole pendant les quinze jours qui suivront.

Transfert des variolés.

26. Le transport de toute personne atteinte de la variole sera fait exclusivement dans des voitures affectées spécialement à cette fin et approuvées par le Bureau Local de Santé.

27. Nul variolé ne pourra être transporté d'une municipalité dans une autre sans une permission du Bureau Local de Santé de la municipalité dans laquelle il doit être transporté.

28. Le Bureau Central de Santé pourra accorder telle permission

Enterrement des corps des variolés

29. Le corps de toute personne morte de la variole sera enterré dans le cimetière de la municipalité dans laquelle elle est décédée.

30. Le corps de toute personne morte de la variole sera inhumé en pleine terre dans les douze heures qui suivront son décès.

31. Le corps sera transporté directement au cimetière et l'enterrement sera strictement privé.

32. Le transport du corps de toute personne morte de la variole sera fait exclusivement dans des voitures affectées spécialement à cette fin et approuvées par le Bureau Local de Santé.

Désinfection.

33. Toute personne est tenue de laisser désinfecter son logement par les officiers du Bureau Local de Santé, et à cette fin, de l'évacuer si elle en est requise.

34. Personne ne louera un logement dans lequel il y aura eu un cas de variole, sans l avoir fait désinfeeter, à la satisfaction du Bureau Local de Santé.

35. Aucun objet qui aura été en contact immédiat ou médiat avec une personne atteinte de la variole ne pourra être enlevé du logement avant d'avoir été désinfecté.

23. The directors and professors of educational establishments shall exact, from time to time, from the parents or guardians of their pupils, a certificate countersigned by a physician that no small-pox exists in the house where such pupils reside, and such certificate shall be kept for the inspection of the Health officer.

24. The directors and professors of any educational establishment shall refuse admission into it of any pupil residing in a house where small-pox exists until after fifteen days following the disinfection of the same.

25. The directors and professors of any educational establishment shall refuse admission into it during a period of fifteen days of any pupil who shall have visited a house in which small-pox exists, or shall have attended the funeral of a person who has died from small-pox.

Conveyance of small pox patients.

26. The conveyance of any person suffering from small-pox shall be made exclusively in vehicles specially for that purpose and approved of by the Local Board of Health.

27. No small pox patient shall be conveyed from one municipality into another, without the permission of the Local Board of Health of the municipality to which the patient is being conveyed.

28. The Central Board of Health may give such permission.

Interments of persons who have died of small-pox.

29. The bodies of those who have died of small-pox shall be buried under ground in the cemetery of the municipality within which they have died.

30. The bodies of all persons who have died from small-pox shall be buried under ground within twelve hours of their death.

31. The bodies shall be taken directly to the cemetery and the funeral shall be strictly private.

32. The conveyance of the bodies of all persons who have died from small-pox, shall be made exclusively in vehicles specially set apart for that purpose, and approved of by the Local Board of Health.

Disinfection.

33. Every person is bound to allow his residence to be disinfected by the officer of the Local Board of Health, and to vacate the same for the purpose if required thereto.

34. No person shall rent a house or tenement wherein small-pox shall have existed without causing it to be disinfected to the satisfaction of the Local Board of Health.

35. No article which has been in immediate or mediate contact with a patient suffering from small-pox shall be removed before it has been disinfected.

Défense de vendre, etc. des objets susceptibles de propager la variole.

36. Nul ne donnera ni ne vendra ni ne trafiquera aucuns effets, marchandises, produits, lait, pain, provision etc., s'il proviennent d'une maison ou propriété où existe la variole et s'il sont susceptibles de propager la maladie.

Droit du bureau central de faire des visites domiciliaires.

37. Le Bureau Central de Santé pourra par aucun de ses membres ou personne autorisée, visiter, à des heures raisonnables et pendant le jour, toute propriété publique ou privée et tous bâtiments et dépendances, dans la province, afin de constater l'état de la santé publique, et de s'assurer de la due exécution de ces règlements.

Pénalités.

38. Quiconque refuse ou néglige de se soumettre à aucun des règlements ci-dessus, ou entravera volontairement une personne dans l'exécution d'aucun d'eux ou enfreindra volontairement aucun des dits règlements, encourra la pénalité imposée par le chap. 38, des Statuts Refondus du Canada.

Abrogation des reglements antérieurs.

36. Tous les réglements antérieurs passés par le Bureau Central de Santé sont abrogés sauf en ce qui concerne l'imposition et le récouvrement des pénalités encourues jusqu'à ce jours.

G. GRENIER,
Greffier Conseil Executif.

Sales, &c., of articles infected prohibited.

36. No person shall give or sell any articles, merchandise, products, milk, bread, provisions, &c., if such are coming from a house or property in which small-pox exists or if they are liable to convey the disease.

Power of Central Board of Health to inspect.

37. The Central Board of Health, by any of its members or a person authorized thereto, may, at reasonable times, during the day, visit all public or private property and all houses, tenements and appurtenances within the Province, to ascertain the state of the public health and that its regulations are duly executed.

Penalties.

38. Whosoever refuses or neglects to conform to any of the aforesaid regulations or willingly obstructs any person in the execution of any of them, or willingly contravenes any of the same, shall incur the penalty imposed by cap. 38, of the Consolidated Statutes of Canada.

Previous rules and regulations abrogated.

39. All regulations passed by the Central Board of Health before this date are repealed, except those which concern the imposition and recovery of penalties incurred until this date.

G. GRENIER,

Deputy Clerk Executive Council.

INDEX.

REGLEMENTS SUPPLEMENTAIRES

	p. 18
Bureau Central, pouvoirs	41, 43
Bureau Local, fonctions	42
Conducteurs, responsabilité	48, 49
Désinfection, certificats de	45
Maisons d'éducation	47
Pénalités	50
Quarantaine de municipalités	51
Vaccination	40, 44
Visites (maisons infectées)	46

SUPPLEMENTARY REGULATIONS

	p. 18
Central Board, powers of	41, 43
Disinfection certificates	45
Educational establishments	47
Local Boards, functions of	42
Penalties	50
Quarantine of Municipalities	51
Responsibility of conductors	48, 49
Vaccination	40, 44
Visiting infected houses	46

Règlements supplémentaires, sanctionnés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, le 10 *Décembre*, 1885

40. Personne ne transférera un certificat de vaccination ou d'exemption d'infection à une autre personne, et personne ne se servira de tel certificat ainsi transféré sous la pénalité de la loi.

41. Tous les pouvoirs et devoirs conférés aux bureaux locaux de santé, pourront être exercés par tout membre ou officier exécutif dûment autorisé du bureau central de santé, chaque fois qu'une municipalité ou un bureau local de santé refusera ou négligera de se conformer aux règlements, règles et prescriptions du bureau central de santé.

42. Tout maire ou chef d'une corporation municipale ou officier municipal qui refuse de convoquer une assemblée spéciale du conseil municipal de sa localité aux frais d'organiser un bureau local de santé, après avoir reçu deux jours d'avis du bureau central de santé, et pendant le temps que la proclamation autorisée par l'acte est en force, encourra la pénalité imposée par l'acte.

43. Tout membre ou officier d'un bureau local de santé qui refuse de se conformer aux ordres du bureau central de santé, encourra la pénalité imposée par la loi.

44. Aucun médecin ne donnera un certificat de vaccination à moins qu'il ne sache personnellement que la personne à laquelle il accorde le certificat a été vaccinée avec succès dans les cinq années précédentes.

45. Aucun médecin ne donnera un certificat d'exemption de l'infection à moins de pouvoir établir que la personne et son habitation ont été désinfectées conformément aux prescriptions données aux officiers médicaux par le bureau central de santé.

46. Personne, si ce n'est un membre du clergé ou un médecin, ne visitera une maison ou autre lieu infecté de la variole.

47. Les directeurs et les professeurs des maisons d'éducation refuseront l'admission de tout élève qui n'aura pas été vacciné dans les derniers cinq ans, et ne garderont à leur service aucune personne qui n'aura pas été ainsi vaccinée.

48. Tout gardien de gare, conducteur de chemin de fer ou de wagon urbain, tout cocher d'omnibus ou de diligence est autorisé à empêcher toute personne de voyager dans les wagons de chemin de fer ou urbain ou dans les omnibus ou diligences sous leurs soins, à moins qu'elle n'exhibe après en avoir été requise, des certificats de vaccination et d'exemption d'infection si elle vient d'une maison ou d'un district infecté.

49. Tout maître de gare ou conducteur de chemin de fer est autorisé à empêcher toute personne qui n'exhibira pas un certificat de vaccination et d'exemption d'infection si elle vient d'une maison ou d'un lieu infecté, de visiter les gares ou d'y flâner.

50. Toute personne conseillant ou engageant qui que ce soit à résister ou désobéir aux règlements, règles et prescriptions du bureau central de santé, sera passible de la pénalité imposée par la loi.

51. Si une municipalité où la variole sévit refuse ou néglige de se conformer aux instructions et règlements du bureau central de santé, les municipalités voisines pourront, si elles le jugent à propos, mettre cette municipalité en quarantaine en barricadant les rues et en prenant telles mesures qu'elles croiront nécessaires dans les circonstances.

Supplementary By-laws sanctioned by the Lieutenant Governor in council, 10th December, 1885.

40. No person shall transfer a certificate of vaccination or of freedom from infection to another person, nor shall any person produce any such certificate so transferred under the penalty provided by the Act.

41. All the powers and duties conferred on local Boards of Health may be exercised by any member or executive officer of the Central Board of Health duly authorized thereto by the same, whenever municipalities or Local Boards refuse or neglect to comply with the by laws, rules and regulations of the Central Board of Health.

42. Any mayor or other head of a municipal corporation, or other chief municipal officer, who refuses to call a special meeting of the municipal council of the place, to form a local board of health, after he has received two days notice from the Central Board of Health to do so, and that the proclamation provided by the act is in force, shall incur the penalty provided by the act.

43 Any member or officer of a local board of health who refuses to comply with the order of the central board of health shall be liable to the penalty provided by the act.

44. No physician shall give a certificate of vaccination unless he has had a personal knowledge of successful vaccination having been performed upon the person in whose favor it is granted, within a period of five years.

45. No physician shall give a certificate of freedom from infection unless he can state that the person and his premises have been disinfected in accordance with the printed instructions of the central board of health to medical officers.

46. No person, but a clergyman or a physician, shall visit a house or other building in which small-pox exists.

47. All directors and professors of any educational establishment shall refuse admission to any pupil who has not been vaccinated within a period of five years, and shall not keep in their service any person who has not been so vaccinated.

48. Every station-master railway or street car conductor, or omnibus or coach-driver is authorized to prevent any persons from travelling in the rail or street cars or omnibus or coach, under their care, who do not produce, upon requisition, certificates of vaccination and freedom of infection, if they come from infected houses or districts.

49. Every station-master or railway conductor is authorized to prevent any person from visiting or loitering about railway stations, who do not produce, upon requisition, certificates of vaccination and freedom from infection, if they come from infected houses or districts.

50 Any person advising or inciting others to resist or disobey the by-laws, rules and regulations of the Central Board of Health, shall be liable to the penalty provided by the Act.

51. When a municipality has persistently refused or neglected to carry out the instructions and regulations of the Central Board of Health, and small-pox is prevalent in the said municipality, adjoining municipalities may, if they consider it advisable, quarantine the municipality in default, by barricading the streets, &c., and adopting such other measures of quarantine, as may, under the circumstances, be considered advisable.

INDEX.

	Page.	Sect.
A		
Abrogation des règlements antérieurs	17	39
B		
Bureau Central de Santé, nomination du	4	3
" " dépenses encourues par	7	7
" " règlement à suivre par Bureaux Locaux	13	3
" " peut accorder permission de transporter les cadavres d'une municipalité à une autre	16	28
Bureaux Locaux, comment nommés et leur durée	4	4
" " doivent mettre à exécution les règlements du Bureau Central	5	5
" " leur nomination et devoirs	4	5
" " " " "	13	3
" " Officiers de, leur compétence	13	3
" " doivent agir à défaut des municipalités	13	3
Bureau Central, règlements du, et leur étendue continuent de rigueur tant que Ch. XXXVIII est en force	5	5
C		
Cimetières (devoirs des propriétaires de,)	14	6
Certificats de vaccination requis	14	10
Compétence d'officiers de *Bureaux Locaux*	13	3
Certificats de personnes de districts atteints	14	11
" " " non infectées	14	11
Compétence de la Cour jugeant causes	9	12
Constables aidant les officiers de Santé	7	6
Clause explicative	9	13
Cas de variole doivent être rapportés	13	3
D		
Devoirs de Conseils Municipaux	12	1
" " Corporations	12	2
" " Bureaux Locaux	13	3
" " " "	13	4
" " propriétaires et locataires	15	12
" " " de cimetières	14	6
Désinfection	13	3
" compulsoire	16	33
" d'objets avant déplacement de tel	16	35
Dépenses comment les rencontrer	7	7
Droit du Bureau Central de faire visites domiciliaires	7	6
" de décision finale	9	16
E		
Explicative clause	9	13
Enterrements, emploi de véhicules spéciaux	16	32
" strictement privés	16	31
" doivent être faits dans la municipalité où le patient est mort	16	29
F		
Funérailles, emploi de véhicules spéciaux	16	32
" doivent être strictement privés	16	31
" dans municipalité ou patient est mort	16	29
" le corps devra être enterré 12 heures après la mort	16	30
G		
Lieut Gouverneur, proclamation Vic. XXXVIII en force	3	1

INDEX

	Page.	Sect.
A		
Appointment of Central Board	4	3
Abrogation of former Rules and Regulations	17	39
C		
Central Board, appointment of	4	3
" " expenses	7	7
" " regulations to be carried out by Local Boards	13	3
" " may give permission to remove bodies from one municipality to another	16	28
Cases not removable from court of première instance	9	12
Cemeteries, duties of proprietors of	14	6
Certificates of vaccination required	14	10
" from persons from infected districts	14	11
" " " of freedom from infection	14	11
Competence of Local Board Officers	13	3
" of Court to try cases	9	12
Constables to assist Health Officers	7	6
Central Board expenses	7	7
D		
Duties of Municipal Councils	12	1
" " Municipal Corporations	12	2
" " Local Boards	13	3
" " " "	13	4
" " proprietors and occupants of houses	15	12
" " proprietors of Cemeteries	14	6
Disinfection	13	3
" compulsory	16	33
" of articles before removal	16	35
E		
Expenses, how to be met	7	7
F		
Funerals, special vehicles for	16	32
" to be strictly private	16	31
H		
Health Officers may enter houses	7	6
Hospitals, to be isolated	12	2
I		
Infected houses to be placarded	13	3
" " not to be rented	16	34
" articles not to be sold or given away	17	36
Interpretation clause	9	13
Isolation	15, 16	19 to 25
Isolated hospitals	12	2
Isolated, patients to be	13	3
Interments to be within municipality in which patient died	16	29
" within twelve hours of death	16	30
" to be strictly private	16	31
Central Board may give permission to remove bodies from one municipality to another	16	28
" special vehicles for	16	32
" not to be in vaults	16	29

	PAGE.	SECT.
H		
Hopitaux, isolation d'	12	2
I		
Isolation	15, 16	19 à 25
" de Patients	13	3
M		
Médecins Officiers de Santé peuvent entrer dans les maisons	7	6
Maisons infectées doivent être placardées	13	3
" " ne peuvent être loucés	16	34
Municipalités ont à payer dépenses des Bureaux Locaux	7	7
Municipaux, devoirs des conseils	12	1
Municipales " corporations	12	2
N		
Nomination de Bureau Central	4	3
" de membres des Bureaux Locaux	4	4
O		
Occupants de maisons doivent les tenir propres	15	12
Officiers des Bureaux Locaux, leur compétence	13	3
P		
Pénalités	8	10
" leur application	9	11
Placards	15	16, 17, 18
Pouvoirs des Officiers de Santé	7	6
" des Bureaux Locaux	13	3
" du Bureau Central de faire des visites domiciliaires	17	37
Provincial, Bureau dépenses du	7	7
Proclamation, Vic. Chap. XXXVIII en force	3	1
Propriétaires obligés de tenir leurs domiciles propres	15	12
Publication dans Gazette Officielle suffisante pour toutes fins	8	8
R		
Règlements du Bureau Central	5	5
" leur étendue	5	5
" " durée	5	5
" doivent être sanctionnés par le Lieut Gouverneur	8	8
" doivent être affichés	13	3
S		
Suspension du 59e Vic	3	2
" de Bureaux Locaux	3	9
T		
Transport de Variolés	16	27
V		
Ventes, prohibition de vendre objets infectés	17	36
Variolés, ne peuvent être transportés d'une municipalité à une autre	16	27
Variole, doit être signalé	13	3
" enterrement doit être signalé	13	3
Victoria 59 suspension de	3	2
Véhicules pour transport de patients	16	26
Véhicules pour funérailles	16	32
Vaccination compulsoire	13	3
" certificat de	13	3
" certificats compulsoire	14	7
Visites des Officiers de Santé ne doivent pas être empêchées	15	13

L	Page.	Sect.
Local Boards, how appointed and their duration	4	4
" " to carry out regulations of Central Board	5	5
" " appointment of and duties	4	5
" " " "	13	3
" " Officers of, their competency	13	3
" " must act in default of municipality	13	3
Lieutenant-Governor may proclaim Vic. XXXVIII in force	3	1
M		
Municipalities to pay expenses of Local Boards	7	7
Municipal Council duties	12	2
Municipal Corporations	12	2
N		
Nomination of members of Local Boards	4	4
O		
Occupants of houses to keep them clean	15	12
Officers of Local Board, competence of	13	3
P		
Penalties	8	10
" their application	9	11
Patients, vehicles for the conveyance of	16	26
Placards	15	16, 17, 18
Powers of Health Officers	7	6
" " Local Boards	13	3
" " Central Board to inspect	17	37
Provincial Board Expenses	7	7
Proclamation chap. XXXVIII Vic. in force	3	1
Proprietors to keep premises clean	15	12
Publication in Official Gazette ample for all purposes	8	8
R		
Removed from one municipality to another, bodies not to be, Central Board may give such permission	16	27
Regulations of Central Board; power to issue and their scope; to continue as long as XXXVIII Vic. is in operation	5	5
Regulations to be confirmed by Lieut Governor and gazetted	8	8
" to be posted up	13	3
Reported cases to be	13	3
S		
Small-pox cases to be reported	13	3
" Burial of	13	3
Suspension of 59 Vic	3	2
" of Local Board	8	9
V		
Victoria 59, suspension of	3	2
Vehicles for conveyance of patients	16	26
Vehicles for small-pox funerals	16	32
Vaccination compulsory	13	3
" certificates of	4	7
Visits of Health Officers not to be opposed	15	13

BUREAU CENTRAL DE SANTÉ

BUREAUX ; 30 Rue St. Jacques, MONTREAL.

Etabli par proclamation du 4 septembre 1885, sous l'autorité du chapitre XXXVIII des Statuts Refondus du Canada.

W. H. HINGSTON, M. D., Président, Montréal.
F. W. CAMPBELL, M. D., Montréal.
R. L. MACDONNELL, M. D., Montréal.
E. P. LACHAPELLE, M. D., Montréal.
J. W. MOUNT, M. D., Montréal.
H. BEAUGRAND, Ecr., Maire de Montréal.
H. R. GRAY, Ecr., Echevin de Montréal.
WM. MARSDEN, M. A., M. D., Québec.
C. E. LEMIEUX, M. D., Québec.

F. N. BOXER, Ingénieur Sanitaire,
Secrétaire.

CENTRAL BOARD OF HEALTH

OFFICE : 30 St. James Street, MONTREAL.

Established by proclamation of Sept. 4th 1885 under the authority of Chapter 38, Consolidated Statutes of Canada.

W. H. HINGSTON, M. D., Chairman, Montreal.
F. W. CAMPBELL, M. D., Montreal.
R. L. MACDONNELL, M. D. Montreal.
E. P. LACHAPELLE, M. D., Montreal,
J. W. MOUNT, M. D., Montreal.
H BEAUGRAND, Esq., Mayor of Montreal.
H. R. GRAY, Esq., Alderman ot Montreal.
WM. MARSDEN, M. A., M. D., Quebec.
C. E. LEMIEUX, M. D., Quebec.

F. N. BOXER, Sanitary Eng.,
Secretary.